

hebdomadaire

n° 3051 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

ATHÈNES - MADRID - BRUXELLES - PARIS COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ

Ce 14 novembre constitue une journée de résistance contre les politiques de rigueur qui se multiplient en Europe. En Grèce, comme en Espagne ou au Portugal, la grève sera générale (lire en page 3 et éditorial page 4).

AGIR événements

Condamné par la justice, Bricorama récidive et entend –grâce au chantage à l'emploi– continuer à violer la loi.

Lire page 5

Pour mettre en place un dispositif visant à minorer la participation des salariés, il n'y en a pas deux comme Lapeyre.

Lire page 6

Après une séance houleuse et une pause, la **négociation interprofessionnelle sur la sécurisation de l'emploi** reprend cette semaine.

Lire page 7

La réforme des rythmes scolaires proposée par le gouvernement a peu de chances de faire l'unanimité.

Lire page 9

LA LOGIQUE D'AUSTÉRITÉ S'INSTALLE

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER en pages centrales

Il y a un siècle, au Havre, la CGT tenait un congrès historique, qui allait confirmer le choix de l'indépendance vis-à-vis du politique et donner naissance aux UD.

RESPIRER culture

Les débats actuels autour du mariage pour tous sont-ils un nouvel épisode de l'évolution des mœurs et des esprits?

Lire page 15

MONTRER enquête

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) constitue pour les grandes entreprises un bon moyen de s'offrir une image respectable sans devoir se plier à une réglementation contraignante.

Lire pages 17 à 19



Illustration Yves Tron



Éditorial de Jean-Claude Mailly

LA LOGIQUE D'AUSTÉRITÉ S'INSTALLE

L'acceptation du traité européen de stabilité, de coopération et de gouvernance et de la loi organique qui l'accompagne, place l'économie française dans l'entonnoir de l'austérité.

Ainsi, alors que les vrais problèmes posés à l'industrie sont ceux dits de la compétitivité hors coût, les débats portent surtout sur les questions de coût!

Ce qu'on appelle la compétitivité hors coût ce sont les questions liées à l'innovation, à la recherche, à la stratégie industrielle de l'État, aux relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants ou entre la banque et l'industrie.

Ces questions de fond ne se règlent pas en un mois, mais il y a tellement longtemps qu'on en parle que le plus tôt sera le mieux.

Mais à partir du moment où en France comme en Europe les politiques d'austérité sont mises en place au motif de réduire les déficits, on assiste à trois pressions:

❑ l'une pour réduire le montant des dépenses publiques et sociales;

❑ l'autre pour pressurer à la baisse le «coût du travail»;

❑ la troisième pour accroître la «flexibilité du marché du travail».

Trois pressions que, pour notre part, nous contestons et combattons.

Sur le coût du travail, à l'instar du patronat, le rapport Gallois se prononce pour un choc ou pacte de compétitivité visant à alléger les cotisations sociales et à les transférer sur la fiscalité, en particulier les cotisations patronales.

Cette vision est inacceptable car elle conduit à dégager les entreprises de leur responsabilité, à fragiliser les systèmes sociaux et à ponctionner davantage les salariés ou citoyens via l'impôt.

Sur ce point, nous avons obtenu du gouvernement qu'aucune baisse de cotisation ne soit décidée, ce qui préserve dans l'immédiat les régimes sociaux. Pour autant, le débat n'est pas clos et il sera dur dans les mois à venir.

Le gouvernement a donc annoncé une aide (crédit d'impôt) aux entreprises de 20 milliards d'euros qui interviendrait, après vote au Parlement, en 2014.

Ces 20 milliards seraient financés de trois manières:

❑ par une diminution supplémentaire de 10 milliards d'euros en 2014 des dépenses publiques.

Cette question sera conflictuelle pour deux raisons: dans le public on est à l'os et d'ores et déjà de nombreuses missions, à la suite de la RGPP, sont rendues impossibles.

Par ailleurs, nos craintes sont plus que vives, d'après nos informations, que l'acte III de la décentralisation se traduise uniquement par une balkanisation de la République;

❑ par des taxes environnementales;

❑ par une modification relative des taux de TVA, dont nous tiendrons compte dans les négociations salariales.

Au final, si nous avons dans l'immédiat réussi à préserver la Sécurité sociale, il n'en reste pas moins que la logique d'austérité s'installe.

À différentes reprises nous avons rappelé qu'elle était socialement, économiquement et démocratiquement suicidaire.

Elle risque aussi de l'être sur le plan des principes républicains.

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Mobilisation:
En Grèce, grèves et manifestations toujours aussi massives.
14 novembre: Convergence et grèves générales en Europe.

Page 4

La logique d'austérité s'installe, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Repos dominical: Échec des négociations avec Bricorama.
Ce que dit la loi dans les commerces.

Page 6

Assignation: Le groupe Lapeyre Saint-Gobain: 1 685 salariés spoliés au tribunal.

Page 7

Obsession:
Négociation interprofessionnelle sur l'emploi:
Le MEDEF abat ses cartes.
Mobilisation:
Grève et manifestation des salariés de l'AFPA.

Page 8

Compétitivité:
En Italie, Fiat est condamné à réintégrer des syndicalistes au chômage technique.
Croissance:
La CSI pointe l'envers du décor indonésien.

Page 9

Primaire:
Rythmes scolaires:
Le consensus est loin d'être trouvé.
Crédit agricole:
Au CACF, la victoire de FO fait boue de neige.

Page 12

TPE - Élection TPE: Quand certains découvrent la roue...
Devenez «volontaire» pour l'élection TPE

SAVOIR

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

Page 15

Les droits:
Représentant syndical au CE:
L'exigence d'avoir deux élus est-elle conforme à la convention européenne des droits de l'homme?
Consommation:
Internet: Les comparateurs de prix comparent ce qu'ils veulent bien.

RESPIRER

Page 13

Les avancées de la société civile:
L'évolution des mœurs
Voix de presse:
Gallois fait-il foi?

Page 16

Une sélection de livres.

Exposition:

Les Enfants du paradis remuent ciel et terre.

MONTRER

Pages 17 à 19

Responsabilité sociale des entreprises:
Du social qui peut rapporter gros.

DOSSIER

Pages 10 et 11

Réaffirmation de l'indépendance syndicale et création des unions départementales:
Le centenaire du congrès du Havre de la CGT.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Jamel Azzouz (8289)
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

LES DROITS

Alors que certains tribunaux d'instance avaient reconnu que l'exigence d'avoir deux élus pour la désignation d'un RS au CE n'était pas conforme aux articles 11 et 14 de la CEDH, garantissant la liberté d'association et prohibant les discriminations, la Cour de cassation considère, quant à elle, par un raisonnement juridique

discutable, que les dispositions nationales sont conformes à ces textes internationaux. Pour valider les textes nationaux, la Cour de cassation affirme que les États membres sont libres de reconnaître un statut spécial à certains syndicats. La liberté des uns n'est pas celle des autres.

REPRÉSENTANT SYNDICAL AU CE:

L'EXIGENCE D'AVOIR DEUX ÉLUS EST-ELLE CONFORME À LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME?

Le tribunal d'instance d'Orléans, par un jugement extrêmement bien motivé en date du 23 mai 2011 (n° 11-11-000170, SAS TDA Armements/CGT TDA Armements), avait considéré que l'exigence d'avoir deux élus pour la désignation d'un **représentant syndical au CE**, posée par l'article L.2324-2 du Code du travail, était contraire aux articles 11 et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme (CESDH). D'autres tribunaux d'instance avaient jugé de même, notamment celui de Tours (jugement du 3 octobre 2011, n° 11-000852, UD FO Indre-et-Loire c/ Société Gemalto).

Le tribunal d'instance d'Orléans avait jugé qu'en excluant les syndicats représentatifs ne disposant pas d'élus en nombre suffisant du droit de désigner un représentant syndical au CE, le législateur avait désavantagé de manière déraisonnable ces syndicats dans le déroulement de la négociation collective, dès lors que l'égal accès aux mêmes informations sur la vie de l'entreprise n'était pas garanti à tous les syndicats remplissant les critères de représentativité. Il poursuivait en indiquant que l'information des syndicats sur la situation de l'entreprise et ses perspectives est indispensable à l'exercice concret et non théorique des droits garantis à l'article 11 de la CESDH; qu'en ne permettant pas à tous les

syndicats participant à la négociation collective d'accéder à l'intégralité des mêmes informations (les syndicats disposant d'un RS au CE étant destinataires, via le comité d'entreprise, d'informations privilégiées), l'article L.2324-2 du Code du travail constituait une violation des articles 11 et 14 combinés de la CESDH en l'absence de rapport raisonnable de proportionnalité entre le but visé (la fixation d'un critère de légitimité pour la désignation d'un représentant syndical au comité d'entreprise) et les moyens employés.

Par deux arrêts en date du 24 octobre 2012, dont la motivation est extrêmement lacunaire, la Cour de cassation casse et annule sans renvoi les jugements des tribunaux d'instance d'Orléans et de Tours. Sans véritablement rentrer dans le débat juridique, elle affirme que les articles 11 et 14 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales laissent les États libres d'organiser leur système de manière à reconnaître, le cas échéant, un statut spécial à certains syndicats en fonction de la nature des prérogatives qui leur sont reconnues; qu'ainsi le choix du législateur de réserver aux seules organisations syndicales ayant des élus la possibilité de désigner un RS au CE ne méconnaît pas les articles susvisés de la Convention (Cass. soc., 24 octobre 2012, n° 11-18885 et n° 11-25530,

pour une étude détaillée voir *InFOjuridiques* n° 79, à paraître).

Par deux autres arrêts datés du même jour, la Cour de cassation est venue affirmer qu'un accord collectif, même conclu avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 août 2008, ne peut déroger à l'obligation d'avoir deux élus pour la désignation d'un RS au CE dans les entreprises d'au moins 300 salariés. Elle considère donc que les dispositions de l'article L.2324-2 du Code du travail sont d'**ordre public absolu** (Cass. soc., 24 octobre 2012, n° 11-22087 et n° 11-16071).

Cette série de décisions rendues le même jour par la Cour de cassation est quelque peu inquiétante. Les décisions, tant du tribunal d'instance de Tours que de celui d'Orléans, avaient pourtant bien mis en valeur le désavantage que cette disposition entraînait dans le déroulement de la négociation collective, les syndicats représentatifs, mais n'ayant pas forcément deux élus, n'ayant alors pas accès aux mêmes informations sur la vie de l'entreprise que les autres syndicats. C'était d'ailleurs tout le sens, à l'origine, de la création du représentant syndical au CE: permettre une présence syndicale dans le CE, même en l'absence d'élus. Ainsi pouvait-on estimer, à juste titre, comme l'ont fait les tribunaux d'instance de Tours et d'Orléans, que «l'information des

syndicats sur la situation de l'entreprise et ses perspectives est indispensable à l'exercice concret et non théorique des droits garantis à l'article 11 de la CESDH». Aussi, l'affirmation de la Cour de cassation relative à la marge de manœuvre dont disposent les États nous paraît-elle un peu «courte». C'est la raison pour laquelle la confédération FO réfléchit à l'opportunité de saisir directement la CEDH sur ce point.

REPRÉSENTANT SYNDICAL AU CE (RSCE)

Représentant du syndicat au comité d'entreprise, disposant au sein de cette instance d'une voix consultative. Dans les entreprises d'au moins 300 salariés, chaque syndicat ayant au moins deux élus peut désigner parmi le personnel de l'entreprise un RS au CE. Dans les entreprises de moins de 300 salariés, le DS est de droit RS au CE.

CESDH

Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales. Énonce les libertés et droits fondamentaux auxquelles sont soumis les États-membres du conseil de l'Europe. Toute personne se prévalant de leur violation par un État membre peut se porter devant la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH). L'article 11 défend liberté de réunion et d'association. L'article 14 prohibe toute discrimination.

ORDRE PUBLIC ABSOLU

Auquel on ne peut déroger de quelque manière.

CONSOMMATION

INTERNET: LES COMPARATEURS DE PRIX COMPARENT CE QU'ILS VEULENT BIEN

Symptomatique d'un pouvoir d'achat en chute libre, le succès des comparateurs de prix sur Internet, zone censée être moins chère, ne cesse de s'amplifier, or beaucoup apparaissent comme franchement douteux, profitant, comme souvent dans la «nouvelle économie», du peu de réglementation et de contrôle. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), amoindrie par la RGPP (Révision générale des politiques publiques), en est réduite à conseiller la prudence aux consommateurs, tant le manque de transparence des comparateurs de prix en ligne est patent. Et pour cause: on trouve parfois derrière, annoncés plus ou moins clairement, de grands acteurs du secteur concerné, notamment la grande distribution et les assurances, domaine où la multiplicité des garanties rend très difficiles les comparaisons et où des offres *low cost* permettent d'augmenter la visibilité, soit de la pub à



peu de frais. L'opacité règne également quant aux modes de rémunération. Dans bien des cas les cybermarchands payent pour se trouver dans les comparateurs où ils figurent en bonne place, dans un savant panachage avec des non-payants, présents surtout pour afficher une certaine crédibilité. Le consommateur ignore souvent que la rémunération des sites de comparaison peut se calculer au nombre de clics enregistrés ou même pour chaque contrat ou achat effectué par leur biais, ce qui n'induit pas la plus grande indépendance. En 2007, la DGCCRF avait réalisé une enquête sur douze sites: onze d'entre eux avaient été avertis, écopant d'un «rappel de réglementation». À quand un comparateur des comparateurs?

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} juillet 2012:
9,40 euros l'heure,
soit **1 425,67 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:
9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.
Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012
AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

3000000

Aucune télévision espagnole n'ayant accepté de payer les trois millions d'euros, ni même les 800 000 en dernière proposition, de droits de diffusion exigés pour la retransmission du match de football Biélorussie-Espagne, comptant pour les qualifications de la Coupe du monde 2014, les supporters ont dû écouter le match à la radio. Une première depuis 1983 et encore la cause en était une panne technique. La précédente rencontre, face à la Géorgie, avait déjà été uniquement retransmise par une chaîne privée, sa consœur publique, la TVE, ayant jeté l'éponge, comme elle a aussi renoncé, «compte tenu de son budget», à tous les matchs à domicile de l'Espagne. Les droits du match Biélorussie-Espagne étaient quant à eux détenus par la filiale allemande du leader européen en gestion des droits marketing et audiovisuels sportifs, Sportfive (Groupe Lagardère), qui a acquis en 2009 les droits de diffusion des J.O. d'hiver de 2014 et d'été en 2016. Sport roi ou argent roi? Les deux faces d'une même médaille?

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 63,53 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
28,21 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

SEPTEMBRE 2012 DU 30/09/2011 AU 30/09/2012 DU 01/01/2012 AU 30/09/2012
-0,3% +1,9% +1%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

3^e trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 123,55 – évolution sur un an: + 2,15%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.